

Chine-Amérique latine : au cœur des déséquilibres du nouveau commerce Sud-Sud

Par Christophe Ventura

L'Amérique latine pourrait-elle devenir, ces prochaines années, une « *plateforme extraterritoriale* » de la Chine dont la fonction serait de permettre à cette dernière d'assurer et d'augmenter ses exportations - notamment dans les secteurs de l'électronique, de l'industrie automobile et du textile - sur les marchés étatsuniens, européens et latino-américains ?

Et ce, alors que s'amorce dans ce pays jusqu'ici ultra-compétitif dans le domaine de la concurrence salariale internationale, une tendance irréversible à l'augmentation du niveau des revenus du travail, et qu'y apparaissent les premiers signes d'un ralentissement relatif des dépenses de consommation intérieure dans certains secteurs et des exportations dans un contexte de crise économique internationale ?

C'est une hypothèse avancée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies (Cepal) dans son récent rapport consacré à l'étude des relations entre la Chine et l'Amérique latine/Caraïbe¹.

Une étude de l'évolution quantitative et qualitative des investissements directs à l'étranger (IDE) de la deuxième puissance économique mondiale en Amérique latine, réalisée sur la période 2003-2009, était cette analyse. Les économies latino-américaines accueillent désormais 13% du total des IDE de la Chine dans le monde². Cela représente un montant estimé

¹ " Chine et Amérique latine/Caraïbe. – Vers une relation économique et commerciale stratégique.", Osvaldo Rosales et Mikio Kuwayama, Cepal, 2012 (<http://www.eclac.org/>).

² Selon le Fonds d'investissement A Capital cité par *Le Monde* (9 juin 2012), ces IDE représenteraient 68 milliards de dollars en 2011. 43 % d'entre eux seraient désormais dirigés vers l'Amérique latine, faisant du sous-continent la première destination d'accueil de ces capitaux. Le Fonds estime à 800 milliards de dollars le montant que pourraient atteindre ces IDE en 2016.

à 31 milliards de dollars. Bien que plus de 90 % de ces IDE se dirigent vers les secteurs bancaires de deux paradis fiscaux notoires – Les Iles Caïmans et les Iles Vierges britanniques -, la Cepal indique que, pendant ces six années, 24 milliards de dollars auraient été directement investis par les entreprises chinoises dans les secteurs des ressources naturelles, de l'industrie et des services en Amérique latine.

Participations dans les entreprises latino-américaines et accords de coopération entre régions chinoises et de pays latino-américains, etc., assurent aux entreprises chinoises une pénétration croissante des économies latino-américaines.

Le Mexique et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) constituent les principaux points de fixation de l'activité productive des entreprises chinoises en Amérique latine. Et ce, notamment dans le secteur des produits manufacturés, de l'électronique, de l'automobile ou des télécommunications. « *Le point d'entrée par l'Argentine, le Brésil, le Mexique et l'Uruguay doit être considéré comme une première étape pour organiser un déploiement futur vers les marchés dynamiques constitués par les zones de libre-échange de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et du Mercosur* » précise le rapport.

D'ores et déjà, 50 000 emplois dépendraient directement de ces investissements dans l'économie réelle latino-américaine.

Pourquoi choisir l'Amérique latine comme potentielle « *plateforme extraterritoriale* » ? Le secteur de l'électronique offre une illustration emblématique de cette stratégie. Selon la Cepal, trois facteurs expliquent l'attrait de l'Amérique latine pour les investisseurs chinois : « *1.- la demande intérieure (chinoise) s'est fragilisée du fait de la concurrence sur le territoire national lui-même, et les profits ont baissé, ce qui a poussé les entreprises du secteur à chercher de nouveaux marchés en Amérique latine où émerge une nouvelle classe moyenne en expansion. 2. – la plupart des mesures antidumping prises en Amérique latine contre des produits chinois concernent des produits fabriqués en Chine. Etablir une unité de production dans la région peut aider les entreprises*

chinoises à atténuer les conflits commerciaux. 3. – les entreprises chinoises ne sont actuellement pas en mesure d'établir des unités de production dans les pays développés ; c'est pourquoi l'Amérique latine et l'Afrique sont devenues des zones de destination importantes pour leurs IDE. »

Pour leur part, les IDE latino-américains en Chine – et donc l'insertion des entreprises de la région dans l'économie productive du pays – restent très marginaux. Les sept pays qui investissent le plus sur place (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, puis, dans une moindre mesure, la Colombie, le Pérou et le Venezuela) contribuent pour moins de 0,1 % du total des IDE en Chine. Cela représente un montant cumulé de 70 à 80 millions de dollars...

Quelle est la physionomie de la relation commerciale entre l'Amérique latine et l'Asie ? En 2009, le volume du commerce bilatéral entre les deux régions s'élevait à 120 milliards de dollars, et les exportations latino-américaines (largement constituées par les matières premières et primaires) vers l'Asie représentaient un total de 103 milliards de dollars, soit 15% des exportations totales de la région. Pour sa part, le marché nord-américain accueillait toujours 42% des exportations latino-américaines et l'Union européenne (UE), 14%.

Dans ce contexte, il est intéressant de noter que la Chine seule absorbe près de la moitié des exportations latino-américaines en Asie. Selon la Cepal, l'Empire du milieu pourrait ravir la place de deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine à l'UE dès 2014 en devenant le second plus important marché pour les exportations de la région.

Dans ce même mouvement, le profil général du commerce entre l'Amérique latine et l'Asie s'est modifié dans la dernière décennie. La Chine a dépassé le Japon comme principal partenaire commercial des pays latino-américains, mais ce sont désormais les six pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-6)³ qui disputent à la Corée du Sud la place de troisième partenaire.

³ Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

Le commerce sino-latino-américain est marqué par sa nature déséquilibrée. En effet, au-delà de l'important différentiel – qualitatif et quantitatif - des d'investissements réalisés par chaque acteur dans les économies partenaires, les pays latino-américains sont essentiellement exportateurs de matières premières et primaires à faible valeur ajoutée (soja, fer, cuivre, pétrole, etc.) alors que la Chine, elle, exporte ses produits manufacturés (textile, papier, automobiles, produits électroniques et technologiques, etc.).

La Chine est devenue un marché d'exportation clé pour six pays : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, Cuba et le Pérou. Entre 2005 et 2008, cinq pays latino-américains représentaient 86 % des exportations du sous-continent vers la Chine : le Brésil (33%), le Chili (25 %⁴) l'Argentine (12%), le Mexique (9%), le Pérou (7%).

Dans le même temps, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, la République dominicaine, le Paraguay et le Pérou⁵ sont devenus plus dépendants de la Chine pour leurs importations. Entre 2000 et 2009, la part des importations chinoises dans le total des importations argentines est passée de 4,6 % à 12,4 % (les importations en provenance des Etats-Unis sont passées dans le même temps de 18,9% à 13,2 % du total, de l'UE de 23,5 % à 16,8 %). Au Brésil, la tendance est la même : ses importations chinoises représentent 12,5 % de ses importations totales (2,2 % en 2000) lorsque la part des importations provenant des Etats-Unis est passée de 23,3 % à 15,7 % et celle de l'UE de 26% à 22,9 %. Le Mexique, lui, voyait 2,2% du total de ses importations provenir de Chine en 2000. Ce taux était de 13,9 % en 2009. Dans le même temps, et ceci est historique, la part des importations mexicaines provenant des Etats-Unis est passée de 71,2% à 48,1% et celle de l'UE de 8,4% à 11,7%. En valeur, le Mexique est le principal importateur de produits manufacturés chinois. Il assure 48 %

⁴ Le cuivre représente le principal produit d'exportation chilien. La Chine absorbe 55% des exportations de cuivre latino-américain, dont 30% proviennent du Chili.

⁵ La Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil et du Chili et le DEUXIÈME de l'Argentine et du Pérou.

des achats totaux de la région à la Chine, devant le Brésil (20%), l'Argentine et le Chili (6% pour chacun de ces deux pays).

La nouvelle stratégie d'expansion de la Chine en Amérique latine est facilitée par les économies les plus dynamiques du sous-continent. Ces dernières ont besoin du marché chinois pour leurs exportations de matières premières. C'est notamment le cas de l'Argentine et du Brésil qui, contrairement au Mexique et aux Etats-Unis, ont reconnu la Chine comme « économie de marché ».

Cette stratégie se base également sur la recherche de signatures d'accords de libre-échange. Entre 2006 et 2010, la Chine en a signé trois : avec le Chili, le Pérou et le Costa-Rica.

Elle passe aussi, indépendamment de la question des IDE, par la mise en place d'accords de coopération d'Etat à Etat, notamment dans le secteur pétrolier. En 2009, la Banque de développement de Chine (BDC) a ouvert une ligne de crédit de 10 milliards de dollars à la compagnie pétrolière nationale brésilienne Petrobras, gagée sur un approvisionnement en brut garanti. Pour sa part, la société pétrolière chinoise Sinopec s'est vue « offrir » le rachat de la filiale brésilienne de la société pétrolière espagnole Repsol. Dans le même temps, la Chine et le Venezuela ont mis en place un Fonds de développement commun aujourd'hui doté de 12 milliards de dollars. Les deux pays sont également liés par un accord prévoyant un échange de produits chinois contre du pétrole vénézuélien. Dans ce même registre, l'Equateur bénéficie d'un accord d'un montant de 1 milliard de dollars.

La Chine est désormais membre officiel de la Banque interaméricaine de développement (BID) dont l'objectif est de devenir un instrument majeur de la coopération financière sino-latino-américaine. Elle l'est également de la Banque de développement de la Caraïbe (BDC).

Enfin, les autorités chinoises misent sur une politique diplomatique offensive et disposent de 21 ambassades et de six

consulats dans la région. Seuls 15 de ces 21 pays disposent, eux, d'une représentation diplomatique en Chine.

Et le rapport de conclure : *« le taux de croissance élevé (en Chine) et le processus de reconversion industrielle des régions rurales du pays engendrent une augmentation des besoins en infrastructures et en énergie, tout comme en produits alimentaires. Cette situation est un puissant motif de rapprochement avec les pays latino-américains exportateurs de ressources naturelles. La Chine a également besoin de s'assurer le libre accès de ses exportations dans la région et d'y être reconnue comme « économie de marché » (...). Dans ce cadre, elle doit ouvrir un espace pour la signature d'accords commerciaux en Amérique latine afin de garantir un accès préférentiel à ses produits sur ce marché. Et ce, de manière à ne pas perdre en compétitivité face aux produits étatsuniens - du fait des accords de libre-échange bilatéraux signés par ces derniers dans la région - ou européens, en anticipant les négociations de l'Union européenne avec le Mercosur et la Communauté andine des nations (CAN). »*

Dans la reconfiguration constante du commerce international à l'œuvre dans le cadre de la mondialisation économique et financière, le commerce Sud/Sud s'intensifie et représente une partie de plus en plus significative de l'ensemble. Ainsi, il représentait 6% du commerce international en 1985, pour atteindre 24 % en 2010. Dans ce cadre, 85 % de ce commerce Sud/Sud s'effectue entre pays asiatiques et entre ces derniers et les autres pays du Sud⁶.

L'Amérique latine, si elle participe de ce mouvement global, reste largement prisonnière d'une intégration à l'économie-monde par la « *primarisation* » accrue de son économie⁷. Sa relation avec la Chine confirme cette tendance.

⁶ "Panorama de l'insertion internationale de l'Amérique latine et de la Caraïbe 2010-2011", Cepal, page 16 (<http://www.eclac.org/>).

⁷ Sur ce thème, lire *Amérique latine : Etat des résistances dans le Sud*, sous la direction de Bernard Duterme, éditions Syllepse, coll. « Alternatives Sud », Paris, 2012 (<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/02/VENTURA/47440>)